

Culture en entreprise : les CE à guichet ouvert

jeudi 27 avril 2006, par [ROUSSET Marion](#) (Date de rédaction antérieure : février 2006).

Les comités d'entreprise ont 60 ans. Depuis les premiers pas jusqu'à aujourd'hui, leur mission culturelle a bien changé. Pourtant, certains continuent d'y croire, convaincus que l'émancipation n'est pas un vain mot.

Sommaire

- [Un CE, c'est quoi ?](#)
- [60 ans d'histoire](#)

« *On passe pour des ringards* », déplore Malek Sadki. Responsable du Comité d'entreprise de Renault-Rueil, il est l'un des derniers à proposer aux salariés du groupe automobile des actions culturelles dignes de ce nom. Sur son bureau traîne un projet de documentaire, le *Big Band d'Enfants d'Ukraine*. Au mur, un hommage à Jean Rouch, précurseur de la Nouvelle Vague au cinéma. Il est midi. Une exposition de photos éclairée tant bien que mal attire quelques employés en pause déjeuner. D'autres, plus nombreux, occupent la médiathèque dont le fonds s'enrichit régulièrement sur les conseils de fidèles lecteurs regroupés en collectif. Une médiathèque semblable à celle de Renault-Le Mans qui a fermé pour raison budgétaire. Pas assez rentable. Ainsi en a décidé la nouvelle coalition CFDT-CGC. A Rueil-Malmaison aussi, la menace pèse et les difficultés se font sentir. « *La tendance est aux circuits touristiques et aux week-end dont le budget a doublé en trois ans* », s'inquiète Malek Sadki. La grande époque, celle des rencontres avec des écrivains de la trempe d'Aragon, celle des films amateurs réalisés par les salariés, est bel et bien révolue. On se contente aujourd'hui de prêter des salles aux artistes en herbe. Il reste les expos, les spectacles et la billetterie qui a pris de l'envergure. « *En deux ans, c'est devenu un gros secteur* ». La sélection est le fruit d'un compromis : Johnny Halliday côtoie le musée d'Orsay, Danyboom un concert électro, Lorie Le Barbier de Séville. « *On est passés de la participation des salariés à une activité de consommation* », résume le responsable du CE qui se refuse pourtant à baisser les bras. Même si les sorties de groupe au théâtre, organisées cinq fois par an, n'attirent au total qu'une cinquantaine de personnes... Autant dire très peu de monde comparé aux 7000 billets de spectacle vendus dans l'année.

Malek Sadki fait figure de résistant. Il est de ceux qui continuent à marteler des mots comme émancipation, esprit critique, éveil, éducation populaire. La plupart de ces militants de la culture ont entre 45 et 60 ans. Ils évoquent Jean Vilar, Gérard Philippe et le TNP, Yves Montand et les soirées avec les ouvriers de Renault-Billancourt, Jack Lang et les subventions d'Etat dont bénéficiaient les CE dans les années 1980. Mais aussi des expériences plus récentes comme ces deux films autour des Chantiers de l'Atlantique, à l'initiative du CE d'Alstom à Saint-Nazaire : *Un monde moderne*, de Sabrina Malek et Renaud Soulier, et *La Poussière du diable*, documentaire réalisé par des salariés. Soumis à des pressions diverses, ces hommes et ces femmes poursuivent un travail de fourmi au sein des comités d'entreprise de la Caisse d'épargne, de la RATP, de la SNCF, chez Renault ou encore EDF. De la volonté, il en faut des kilos pour ramer à contre-courant. « *Le marché s'est imposé dans les domaines de la culture et du tourisme, si bien que les CE ont désormais pour rôle de soutenir des*

demandes de consommation nombreuses », souligne Christian Dufour, sociologue. Les billetteries, avec leurs têtes d'affiches en guise de produits d'appel, ont le vent en poupe. Très pratique. Il suffit d'une hôtesse derrière un guichet pour contenter le plus grand nombre. Pourquoi les élus s'en priveraient-ils ? Quant aux petits CE, ils se contentent souvent, faute d'argent, d'un programme fédérateur : l'arbre de Noël et le cirque Gruss.

« Que les CE aux faibles moyens n'arrivent pas à développer une politique culturelle, c'est une chose. Mais les gros n'ont pas d'excuse. Ils mettent un budget énorme dans les voyages ! », s'emporte Annie Dufetelle, ex-élue au Comité d'entreprise de la Caisse d'épargne qui gère le centre culturel La Clef, à Paris. Elle s'est battue tant qu'elle a pu, organisant des soirées thématiques autour de l'ex-Yougoslavie, du conflit israëlo-palestinien et de la Tchétchénie. Quand elle ne parvenait à réunir que cinquante personnes, elle était un peu déçue. Mais elle tenait bon. *« Pour que les salariés viennent, il n'y a pas de secret. Il faut passer de nombreux coups de téléphone. Après, le bouche-à-oreille prend le relais »*. Avec l'arrivée de la coalition CGT-SUD, elle a dû laisser sa place. Sa remplaçante, Florence Humbert, est nettement moins optimiste : *« On essaie de réunir les salariés de la Caisse d'épargne, mais on rame. Certains habitent à 150 kilomètres de Paris alors que La Clef est situé au cœur de la capitale. De plus, ils sont très consommateurs. La billetterie, c'est moins cher et pas contraignant. On nous demande des réductions pour Disneyland. Nous ne sommes pas encore prestataires, mais je ne suis pas sûre que nous parvenions à résister. »* Il faut reconnaître que les pressions multiples rendent sa mission difficile. Le budget a baissé, la responsable n'est détachée que trois jours par semaine et la CGT, tentée par les chèques-culture, ne semble pas avoir la moindre intention de sauver La Clef du naufrage.

Un naufrage qui guette tous les CE, sans exception. Même à EDF, dont le budget reste pourtant très important (1), il faut des élus de bonne volonté pour tenir le cap. Pour l'instant, ils continuent à programmer l'été, dans les centres de vacances, des créations engagées, des pièces comme *Daewoo* inspirée du livre de François Bon, et *La tentation du Bazooka* sur l'usine Nestlé de Marseille. Le reste de l'année, ils organisent des lectures publiques dans les cantines d'entreprise. Les partenariats se maintiennent. Plusieurs fois, le Théâtre de Vitry a ainsi associé les gaziers et électriciens de la centrale EDF de la ville à la production de spectacles. Mais *« il existe une pression des salariés et de certaines organisations syndicales qui pensent que la meilleure redistribution est individuelle. C'est la billetterie, les chèques cadeau, les chèques cinéma »*, déplore Fiore d'Ascoli, président de la Commission Culture de la CCAS. Sans compter *« les pressions économiques qui nous amènent à justifier pourquoi on programme une tournée théâtrale coûteuse alors qu'il est urgent de travailler à la rénovation de la salle d'activité dans tel centre de vacance »*. A EDF, la culture n'est pas le parent pauvre du CE mais l'enveloppe budgétaire diminue, comme partout, au profit des vacances et des loisirs. *« Sans un délégué motivé qui aime le théâtre et propose des sorties, la relation avec les salariés ne se produit pas »*, note Catherine Dan, directrice adjointe du Théâtre de la Commune à Aubervilliers.

Alors, à qui la faute ? Aux salariés qui boudent les sorties au théâtre ? A la télévision qui endort les consciences ? Aux élus qui n'ont qu'une hâte, séduire pour se faire réélire ? Aux théâtres qui n'y croient plus ? Aux restructurations ? Aux plans sociaux ? A la sous-traitance ? Parfois, les militants de la première heure ont un peu l'impression d'être des Don Quichotte. On leur reproche des combats d'arrière-garde face à un monde qui bouge. Un monde plus dur où la lutte contre le chômage est devenue la priorité numéro un. Un monde où le marché de la culture s'est considérablement diversifié. Un monde où les salariés rejettent l'entreprise qui les fait souffrir. Bref, les liens entre travail et culture se sont distendus. Aujourd'hui, il n'est pas une ville moyenne qui n'ait sa bibliothèque et son multiplexe. Des théâtres nationaux sont répartis sur tout le territoire. N'est-ce pas suffisant ? *« Les bibliothèques municipales et les nouvelles technologies ont révolutionné l'accès à la culture. Mais cette forme de démocratisation n'a rien à voir avec la*

construction d'une citoyenneté », réplique Fiore d'Ascoli. Les vieux militants veulent encore voir dans l'entreprise autre chose qu'un outil d'asservissement. Ils rêvent d'un espace de débat, de rencontre, d'échange. C'est le cas d'Armand Suhm, directeur pittoresque, avec son chapeau noir aux larges bords et son épaisse moustache, du centre culturel du CE de la RATP : « Il faut redécouvrir la parenté entre les mondes industriels et artistique. Quand l'artiste plasticien vient parler du travail, c'est le point médian ». Le lieu est flambant neuf. Doté d'une salle de concert pour l'orchestre symphonique, de studios d'enregistrement et de répétition insonorisés, d'une bibliothèque, d'une salle de danse et d'un atelier d'arts plastiques, il a des moyens hors normes. Forte de 45000 salariés, l'entreprise de transport a un CE bien mieux loti que la plupart. Armand Suhm l'admet sans difficulté : « On est dans une phase de décombres ».

Le pronostic vital est engagé. Mais les plus acharnés n'ont pas dit leur dernier mot. Pour résister, ils mettent en place des initiatives à plusieurs. En 2001, la Caisse d'épargne s'est faite aider de six Comités d'entreprise pour produire une pièce sur la mondialisation. Ils sont désormais sept à participer au festival Visions sociales, pendant le festival de Cannes, à l'initiative de la CCAS d'EDF, et onze au Carrefour des Passions, biennale valorisant les pratiques amateurs des salariés. Cette mutualisation permet à de petites structures de bénéficier des moyens et du savoir-faire des autres. Pour Fiore d'Ascoli, « il faut croiser les expériences et fédérer les ressources. Sans quoi, tout va disparaître. »

(1) Alors que le budget des CE est en général calculé au pourcentage de la masse salariale, la CCAS d'EDF perçoit 1 % des ventes d'énergie. Ce qui permet lui permet de mener des actions d'envergure : elle subventionne des festivals comme Premiers Plans d'Angers et les Francofolies de la Rochelle, et en organise même certains.

ENCARTS

Un CE, c'est quoi ?

Les Comités d'entreprise sont des structures autogérées par les salariés sur la base d'élections professionnelles. L'été dernier, le mandat des représentants élus du personnel est passé de deux ans à quatre ans. Ils sont consultés sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, et notamment sur les mesures concernant les projets de restructuration ou de compression des effectifs, l'aménagement du temps de travail et les conditions d'emploi. Ils ont pour mission de s'occuper des œuvres sociales et culturelles : loisirs, sport, vacances, théâtre, bibliothèques, concerts, chèques cadeaux... Pour remplir cette tâche, ils disposent d'une subvention accordée par l'entreprise et calculée au pourcentage de la masse salariale brute. Elle varie de 0,2 % à 5 %. Seules les entreprises de plus de cinquante salariés possèdent un CE.

60 ans d'histoire

Créés à la Libération, ils sont passés en soixante ans de cinq mille à trente mille. A l'ordonnance du 22 février 1945, fait suite le texte de loi voté le 16 mai 1946. Impulsé par Ambroise Croizat, ministre du Travail communiste, il stipule : « En matière sociale et culturelle, le comité d'entreprise (ou d'établissement) jouit d'un monopole légal. La loi lui a confié en effet la gestion ou le contrôle de la gestion de toutes les activités sociales et culturelles. Les modalités de cette gestion et de ce contrôle peuvent varier, mais le monopole lui-même ne souffre pas d'exception. Le comité d'entreprise assume ou contrôle la gestion de toutes les activités sociales et culturelles établies dans l'entreprise au bénéfice des salariés ou de leur famille. »

Au départ, les CE sont créés pour empêcher les employeurs d'utiliser les œuvres sociales à des fins paternalistes. « *Malgré l'enthousiasme et l'énergie des premiers élus, les débuts sont difficiles. Le patronat multiplie les obstacles et tente de reprendre le contrôle des « œuvres sociales »* qui constituaient l'instrument essentiel de sa pression idéologique » (1), raconte Jean-Michel Leterrier, ancien ouvrier métallo devenu Docteur en esthétique, auteur de plusieurs ouvrages sur la question. Il faut ajouter à cela l'inexpérience des élus et les réticences au sein même de la CGT qui craint une éventuelle collaboration des CE avec la direction et veut garder le contrôle.

Tout de suite, une grande place est accordée à la bibliothèque. Le livre est, en effet, un symbole fort d'émancipation dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Les billetteries-spectacles, fruit de la rencontre avec Jean Vilar, apparaissent dès 1951. Mais « *dès leur création, les comités d'entreprise s'inscrivent dans cette démarche pédagogique ancrée dans la culture ouvrière et syndicale, rappelle Leterrier. Les élus des comités d'entreprise s'attachent, en général, à donner un contenu didactique aux différentes actions culturelles qu'ils organisent* ». L'esprit du mouvement d'éducation populaire souffle alors, imprégnant les pratiques des représentants du personnel. Dans les années 1980, Jack Lang, ministre de la Culture, met en place des conventions de développement culturel signées avec nombre de CE qui se voient dès lors accorder des subventions pour des projets spécifiques. Depuis, les billetteries se sont généralisées, au détriment des résidences d'artistes et autres initiatives ancrées dans la durée.

(1) Jean-Michel Leterrier, *Métro, expo, boulot, Les comités d'entreprises et les arts plastiques*, La Dispute, 1997. Dernier ouvrage paru : *Panser ou repenser la culture ? Lexique à l'usage de ceux qui refusent la culture transgénique*, Les Points sur les i, 2005.

P.-S.

* Paru dans la revue « Regards » de février 2006.